

Vaud

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1974)**

Heft 288

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Dès lors on peut se demander si les campagnes d'information — souvent très documentées et complètes, parfois agressives et acides — ne vont pas provoquer chez certains citoyens une réaction d'hostilité. Une propagande trop insistante et brutale engendre un « effet boomerang » qui se retourne contre ses auteurs.

Dépasser les votations

Si les moyens de communication de masse constituent vraiment un service public, leur mission d'information et d'éducation n'est pas limitée au temps des votations. Plus particulièrement dans une démocratie semi-directe où les citoyens disposent du privilège unique de soumettre à l'opinion publique les grands problèmes contemporains. Aujourd'hui celui des étrangers en Suisse dont l'issue engage l'avenir de notre économie et de notre société. Demain celui du droit de vote à 18 ans, de la participation, de l'Europe, etc.

Il appartient aux journaux, comme à la TV ou à la radio, de préparer, de précéder l'opinion publique, de la sensibiliser à des situations nouvelles. D'autant que la plus vieille démocratie du monde émane du corps électoral le plus vieux du monde; et qu'elle est devenue aristocratique avec un tiers de sa population active dépourvue de droits politiques. Cette fonction de formation permanente, il n'est pas sûr que les moyens de communication de masse l'ait remplie ces dernières années. En particulier dans le domaine de la « surpopulation étrangère ». Car en cette matière l'information doit être cohérente et continue, s'inspirer du principe des séries à long terme si elle vise à une action de persuasion.

Il n'y a pas si longtemps, les grands quotidiens publiaient des titres tels que « Un Sicilien poignarde un Genevois ». Aujourd'hui encore l'image des minorités étrangères dans la presse est loin d'être favorable: elles ne sont mentionnées que pour des accidents et des délits. Et c'est précisément un des éléments que retient le Suisse xénophobe.

Comme les pages d'un journal, les programmes d'une télévision sont le reflet de l'esprit et de la tradition du lieu. En Suisse romande, si la part des arts et de la religion apparaît considérable, celle des minorités étrangères est presque inexistante. Or c'est avec le petit écran qu'elles apprennent le français, et souvent les seuls Suisses qu'elles reçoivent dans leur logis sont télévisés. Mais les programmes ne les concernent pas directement, il n'y a ni cours de français, ni cours d'italien ou d'espagnol, ni émissions destinées à familiariser les Suisses avec les étrangers, à faire connaître systématiquement les réalités économiques et sociales de ce pays. Certes des tentatives ont été entreprises, mais elles ne s'inscrivent pas dans une politique concertée d'information et d'intégration des minorités étrangères.

Quel que soit le résultat des prochaines votations et initiatives, les moyens de communication de masse devront accorder une attention différente à

la présence des étrangers. En Suisse et dans les autres pays. Pas seulement à la veille des votations, mais chaque jour et suivant une ligne conséquente d'information. Car les travailleurs migrants sont liés désormais au développement de tous les pays industrialisés, et de producteurs et consommateurs ils deviendront tôt ou tard des citoyens à part entière.

Un devoir inéluctable

Si la télévision, service public d'audience nationale — et tous les moyens de communication de masse — peut « infléchir le processus de socialisation de notre société technicienne » comme l'estime Jean Cazeneuve, elle doit donner régulièrement, naturellement l'image et la parole, le droit à l'expression aux minorités étrangères, leur consacrer un temps significatif dans les programmes hebdomadaires.

VAUD

La vieille garde au rancart

Les Groupements patronaux vaudois avaient jusqu'ici l'obsession de l'équilibre des finances publiques. Conséquemment, ils condamnaient tout allègement fiscal, à moins qu'il ne soit justifié par des raisons sociales évidentes. C'était le style Hubler.

C'est ainsi que, récemment, au moins au moment où le projet fiscal du Conseil d'Etat fut publié, les Groupements patronaux regrettèrent qu'on consente des allègements (d'ailleurs modestes), à des contribuables qui avaient des moyens suffisants.

On sait que les droites du Grand Conseil vaudois jugeaient bon par la suite de réduire de moitié les allègements prévus pour les contribuables modestes et répertoriés au minimum vital. Les contribuables aisés, en revanche, notamment ceux dont les

revenus dépassent 180 000 francs, obtenaient, par rapport au projet du Conseil d'Etat, de substantielles faveurs.

Changement de cap

Aujourd'hui, les Groupements patronaux (sous une autre plume ?) trouvent cela merveilleux; ces allègements pour tout le monde, et entre autres pour les plus aisés, c'est tellement plus juste, même si ça coûte cher à l'Etat !

Les jeunes loups prennent le pouvoir. Les Groupements patronaux parlent désormais comme la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie. Le sens de l'Etat fout le camp. Ne reste plus que la bonne vieille droite classique.